

SUR NOTRE POLITIQUE VIS AVIS DU CORQI ET LA CONSTRUCTION

DU PARTI ET DE L'INTERNATIONALE

*Carroll*  
G... M-A  
Mica

Il existe une forte opposition dans la section française de la IV<sup>e</sup> internationale à la politique entreprise par le SU en direction du CORQI. Lors du comité centu des 22/23/24 juin 1979 la ligne générale du projet de circulaire du SU n'a acquis qu'une très faible majorité.

Cette réaction risque d'être interprétée dans l'internationale comme du "provincialisme". Or, si elle a une base objective - la confrontation avec l'OCI en France - elle est aussi le résultat d'une réflexion sur l'étape actuelle de construction de notre internationale et de ses sections. Nous exposerons donc ici les raisons fondamentales de notre désaccord avec la politique du SU et les axes de bataille que nous proposons pour une politique offensive de l'internationale en direction du CORQI-OCI.

I/ L'ENJEU DE CETTE DISCUSSION

Deux débats s'embrouillent lorsqu'on aborde cette question: s'agit-il de déterminer les thèmes sur lesquels nous discutons avec l'OCI/CORQI ? Ou bien s'agit-il de définir le but et la place dans la construction du parti de nos rapports avec eux ? Ces deux sujets doivent être traités, mais se situent à des niveaux différents. Les camarades qui ne discutent que le premier demandent certes des précisions sur les thèmes abordés, en proposant d'autres, mais n'abordent pas le fond de la politique ~~proposée par~~ du SU. Ils se sont abstenus sur le vote de la circulaire et la voteront probablement, la prochaine fois, moyennant quelques amendements de détail.

Pour notre part cette question devient secondaire à partir du moment où l'on est d'accord sur l'objectif assigné à nos rapports avec l'OCI/CORQI. Or c'est justement cet objectif que nous contestons. Lorsque l'on parle de "fusion" avec l'OCI ou de "réunification du mouvement trotskyste", il ne s'agit pas d'un argument de débat, mais bien d'un objectif stratégique pour la construction d'un parti ouvrier trotskyste dans les années à venir. La circulaire du SU ne s'en cache pas d'ailleurs: elle nous dit qu'une telle unification "pourrait modifier les rapports de forces entre les LR et les directions réformistes", et que la bataille en direction du CORQI "en soi" est importante pour la délimitation programmatique de notre mouvement (...) et pour la formation politique de nos cadres. Une telle bataille participe de tout projet de construction du parti révolutionnaire." Nous ne pensons pas, pour notre part, que la bataille pour la réunification du mouvement trotskyste" soit un des principaux objectifs que nous devons nous fixer aujourd'hui.

Sur ce point d'ailleurs, nous pensons que la majorité du SU a effectué un virage politique. S'il est vrai que le congrès de réunification de 1963 "se situait dans la perspective d'un processus non accompli totalement de rassemblement des forces se réclamant du trotskysme", il est également indubitable que jusqu'en 1977 le SU approuvait la décision prise par la LCR de se refuser à tout contact bilatéral avec l'OCI. Cette question était d'ailleurs un des principaux désaccords entre la EMI et la FLT, relevé par J. Barnes dans son bilan de la FLT (cf doc.inter n°8 et n°12).

Remarquons enfin que si le CORQI a changé d'attitude vis à vis de l'internationale (cf déclarations orales de Just et Lambert cités dans la circulaire du SU) il maintient ses caractérisations calomniatrices de l'internationale. Ainsi le dernier n° de "La Vérité" publie un cours de formation pour les camps d'été de l'OCI qui rappelle que "la IV<sup>e</sup> inter a été détruite comme organisation mondiale centralisée sur la base du programme de transition" par "le révisionnisme liquidateur de Pablo et Mandel". Lequel révisionnisme est défini ainsi: "Il s'agit de l'expression politique de forces sociales dépendantes de l'impérialisme et prioritairement du stalinisme." Et l'exposé qui se conclue sur la perspective de ~~xx~~ "reconstruction" de la IV aujourd'hui, termine avec cette formule: "nous condamnons l'idée d'une coexistence pacifique entre le trotskysme (c'est à dire l'OCI) et le révisionnisme (c'est à dire, nous) comme base de l'existence de l'internationale." (La Vérité Juin 1979)

Le débat soulevé par la circulaire du SU n'est donc ni le fruit d'un changement fondamental de l'OCI, ni le résultat d'une méconnaissance de l'orientation traditionnelle du SU. Il discute une réorientation politique qui place maintenant la réunification du mouvement trotskyste au coeur de notre politique de construction du parti. Il était certes nécessaire de rectifier notre refus de débattre avec l'OCI, mais cela n'impliquait pas un tel tournant à 180° et l'alignement sur les positions défendues depuis longtemps par la FLT !

Car, à quelle étape sommes nous dans la construction du parti révolutionnaire ? Nous sommes d'accord pour dire avec le SU et ses défenseurs en France ( TM5 ) qu'il s'agit maintenant de dépasser le stade actuel de nos sections, de les transformer en des organisations à majorité prolétarienne, implantées dans les secteurs clés de l'industrie. Mais tout le problème est de déterminer les objectifs que nous nous fixons pour atteindre ce but. Il faut effectivement "choisir une méthode de construction pour un parti ouvrier trotskyste". Or la méthode proposée par le document européen et les camarades de la TM5 en France s'appuie sur deux axes fort discutables: - la mutation ouvrière de nos sections - la réunification du mouvement trotskyste.

La mutation ouvrière est affirmée comme une volonté - juste bien sûr ! - mais aucun bilan n'est tiré des précédentes tentatives de "tournant ouvrier", aucun moyen - sinon la défense du programme - n'est proposé pour atteindre réellement cette mutation. Aussi la volonté des camarades risque-t-elle de se transformer en une vision administrative de la mutation. En réduisant la crise des organisations centristes à leurs insuffisances et erreurs programmatiques on érige l'affirmation du programme trotskyste en méthode de construction du parti ouvrier, sans expliquer d'ailleurs pourquoi, dans une conjoncture de radicalisation de la classe ouvrière, cette crise n'a pas plus profité à nos sections. Quant à la réunification avec le CORQI, elle risque fort d'être un raccourci de plus d'autant que chacun sait que les milliers de cadres ouvriers qu'il nous faut gagner ne sont pas à l'OCI ;

## II/ LE "MOUVEMENT" TROTSKYSTE EXISTE IL ?

### a) qui l'a rencontré ?

Quand on lit les textes soumis à la discussion on y trouve des définitions assez diverses. Pour Jack Barnes il s'agit de l'ensemble des courants qui, sur le plan mondial, se disent trotskystes. Il en décompte sept où l'on trouve pêle mêle l'OCI, Livio Maitan, Lutte ouvrière, Sakai, la LC d'Espagne etc ... Les délimitations organisationnelles de ce "mouvement" sont vagues. Pour Aubin, Olivier etc... "le mouvement trotskyste c'est une série de principes, une tradition, une continuité historique face au stalinisme et à la social démocratie". On pourrait croire qu'ils en excluent l'OCI dont on connaît le peu de respect de principes comme le centralisme démocratique et le manque de continuité dans la lutte contre la social démocratie. Et bien, non.

L'OCI/CORQI fait partie du "mouvement" trotskyste car elle se réfère au programme de transition de 38. Ces deux définitions se retrouvent donc d'accord avec le SU qui écrit "les lignes de force de la situation présente mettent en relief plus que jamais l'actualité des thèmes inclus dans le programme de transition - référence commune au CORQI et au SU (nous soulignons) - comme de sa méthode." Que cette organisation s'oppose en pratique depuis plus de vingt ans à cette méthode, importe peu.

Pour nous le programme n'est pas un ensemble de textes rangés sur les rayons d'une bibliothèque, fusse-t-elle celle de Lambert. Les camarades de la TM5 écrivent, à propos d'une autre question, : "le programme n'existe pas vraiment, s'il n'est physiquement présent dans les rangs ouvriers". Et bien que ces camarades appliquent cette méthode au programme des lambertistes et il verront immédiatement que leur "présence physique dans les rangs ouvriers" n'incarne pas les acquis du trotskysme. Un programme c'est un ensemble théorique et pratique et il se juge d'abord par la pratique qui l'incarne. On juge les organisations sur ce qu'elles font, et non sur ce qu'elles disent .

Or si l'on analyse de près les positions de l'OCI/CORQI, sa pratique -notamment dans le mouvement syndical - et son régime intérieur, il apparaît clairement

que cette organisation <sup>a rompu</sup> depuis des dizaines d'années avec les acquis programmatique de la IV<sup>e</sup> internationale. Cette rupture s'est vérifiée maintes fois par la pratique du courant lambertiste face aux principales échéances révolutionnaires de ces années (Algérie, Cuba, Vietnam, Mai 68, Portugal etc...). Aussi nous paraît il erroné d'affirmer, comme l'a fait le cde Walter devant le CC de la LCR: "il n'y a pas de divergences programmatiques entre le CORQI et la IV<sup>e</sup> internationale, sauf peut être a propos de l'unité inconditionnelle de l'Allemagne." Ou même de réduire les divergences dans le travail de masse à des "questions de style" comme semble le faire la circulaire du SU.

Depuis la scission de 52/53 et après la rupture du "groupe Lambert" avec les dirigeants de la majorité du PCI exclu par lui (55), la poignée de militant que devait donner naissance à l'OCI en 65 et impulser le CORQI, a connu une dégénérescence politique qui l'a éloigné du programme trotskyste.

b) une organisation d'origine trotskyste peut elle dégénérer ?

Les camarades qui nient cette réalité (Aubin, Oliver, Puch...) inventent une théorie naïve, celle de "l'immunité trotskyste". Ils écrivent dans un texte diffusé au Comité central de la LCR: "A la différence de la social démocratie et du stalinisme, il n'y a pas de base sociale (ils soulignent) pour la dégénérescence des organisations qui se réclament du trotskysme, organisation révolutionnaire par le programme et la référence à la IV<sup>e</sup> internationale". Cette affirmation est naïve et dangereuse puisque d'une certaine manière, elle peut conduire des camarades à considérer comme non avenue toute discussion sur les dangers bureaucratiques au sein d'une organisation révolutionnaire. Mais là n'est pas notre propos.

Une organisation politique révolutionnaire n'est pas un corps imperméable aux pressions extérieures ~~mais~~ recouvert d'un programme à toute épreuve. Au contraire, plus une organisation est petite, plus elle subit ces pressions, plus elle a tendance à reproduire en son sein les caractéristiques des pressions qu'elle subit. Toute l'histoire de la construction et du maintien de noyaux révolutionnaires est marquée par cette difficulté. Elle explique par exemple l'insistance d'un Trotsky qui construit une internationale, même lorsqu'il ne peut rassembler que de petites organisations: le fait d'être une internationale permet de compenser les faiblesses de chaque groupe national par le mutuel contrôle de situations les plus diverses. Ce qui s'est vérifié à plusieurs reprises (2<sup>e</sup> guerre, réunification, erreurs de l'après 68 etc...). Il suffit de relire toutes les polémiques de Lénine ou Trotsky discutant dans de tels contextes pour se convaincre de l'importance qu'ils accordaient à ce contexte socio-politique et à son influence sur la vie interne de petites organisations. Si la dégénérescence bureaucratique des grandes organisations du mouvement ouvrier s'explique par un changement d'assise sociale, celle de petits groupes est plutôt le produit d'absence d'enracinement dans la classe ouvrière. Et quand un tel groupe se maintient à l'ombre d'une importante bureaucratie ouvrière dans une période de reflux, il ~~est~~ peut très bien reproduire en son sein les traits de cette bureaucratie et produire un type particulier de bureaucratie primaire subordonnée à la précédente. C'est ce qu'a connu le noyau lambertiste en France dans ses rapports avec la bureaucratie social démocrate de Force Ouvrière et de la FEN.

Jack Barnes écrit (D.I. n°12): "le CORQI était un des courants qui avait été membre de l'Internationale durant la scission en deux fractions publiques lors des années 50, mais qui se refusa de se joindre à la réunification en 63. Il resta par conséquent, en essence, une fraction publique de l'Internationale" (nous soulignons). Pour accepter une telle définition il faut d'abord démontrer la continuité politique et organisationnelle entre l'OCI telle que nous la connaissons aujourd'hui et la majorité du PCI de 1952. Ce qui est pour le moins contestable (cf à ce propos "Continuité et discontinuité du lambertisme" de M. Lequenne in Critique Communiste n°7) Mais il faudrait expliquer pourquoi la réunification ne s'est pas effectuée avec ce groupe en 63. Car si l'éclatement de 52/53 se situe dans un contexte de reflux de la révolution marqué par la guerre froide, la réunification s'amorce à partir d'accords fondamentaux entre les diverses fractions publiques face aux grands événements de la révolution mondiale, à commencer par la révolution coloniale. Et c'est justement un désaccord grave sur des questions comme l'Algérie et Cuba qui empêche la réunification avec Lambert. Depuis, dans une période de remontée de la révolution ces désaccords n'ont fait qu'empirer.

La

~~est~~ dégénérescence du groupe Lambertiste est le produit d'une situation historique déterminée, celle du reflux de la révolution mondiale dans les années 50. Elle s'est drapée d'un discours anti stalinien primaire et d'une crispation dogmatique sur le programme trotskyste. Après 68, alors qu'il n'existe pas d'alternative révolutionnaire crédible à la crise des organisations réformistes (PC/PS), ce discours, ~~et~~ son radicalisme anti stalinien doublé d'une pratique syndicale corporatiste, capte bien sûr des jeunes qui se radicalisent. Mais la plupart du temps il s'agit des couches les moins politisées et dont la radicalisation est la plus fruste. Ce qui permet à l'organisation lambertiste de se développer, mais pas ~~d'et~~ changer sa nature. Car là encore elle grandit à l'ombre des bureaucraties auxquelles il faut ajouter celle de la MCF !

Ce développement numérique à surtout pour conséquence d'accroître les contradictions internes plus ou moins bien contrôlées par un régime intérieur bureaucratiques. Diverses crises -l'exclusion de Berg étant la dernière en date - jalonnent cette histoire nationale et internationale dont la conclusion est toujours la même: le maintien à la direction du groupe Lambert-Just.

Nous concluons donc de ces éléments d'analyse rappelés ici brièvement que si l'OCI/CORQI connaît des contradictions internes sur lesquelles nous pouvons agir, il est erroné de penser faire évoluer vers le trotskysme un groupe dont la direction a dégénéré après plus de vingt d'isolement de la IV<sup>e</sup> internationale. ~~Faire~~ Faire de la bataille pour la fusion ~~avec~~ avec l'OCI/CORQI une étape nécessaire, un passage obligé, pour la construction du parti révolutionnaire, est nous conduire dans une impasse;

III/ UNE AUTRE VOIE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI

C'est aussi un raccourci qui, en plus de ses dangers, risque fort de nous détourner des problèmes concrets qui freinent le développement de nos sections depuis plusieurs années. La méthode de construction du parti qui nous est proposée part de deux constats justes: -notre faiblesse programmatique, notre manque d'implantation dans les grands centres de la classe ouvrière. Mais elle y répond mal. Pour corriger notre faiblesse programmatique elle nous fixe comme objectif "la défense et l'illustration du programme trotskyste, du programme de la IV<sup>e</sup> inter". Les camarades se défendent d'avoir "une vision a-historique et désincarnée" du programme, ce qui est guère convaincant lorsqu'on voit la définition qu'ils donnent du programme sur lequel peut se réunifier le "mouvement" trotskyste. En fait il se rencontre sur ce point avec les camarades qui pensent depuis longtemps que contruire le parti c'est d'abord "recruter et éduquer un noyau central de cadres" (cf M.A. Waters, mai 73), et comme l'OCI possède "plusieurs centaines de cadres trotskystes"... Cette méthode ~~rompt~~rompt également avec une préoccupation qui était pourtant un acquis de ces quinze dernières années et qui a permis un développement spectaculaire de nos sections: la capacité à nous lier avec les phénomènes de rupture entre les masses et les organisations réformistes, à être partie prenante des processus de formations d'une nouvelle avant garde ouvrière. Celle-ci exigeait une démonstration permanente et pratique de l'efficacité de notre programme, plus qu'une "défense et illustration". Or aujourd'hui nous achoppons devant une série de difficultés liées à la mauvaise conjoncture politique, au blocage des perspectives politiques centrales et à notre incapacité, vu nos faibles forces à en imposer une autre comme alternative. Et nous répondons à ces difficultés par la méthode Coué: en niant les ~~difficultés~~ changements dans la conjoncture et en nous repliant sur le programme. Cette méthode est périlleuse. ~~et~~

Pour notre part, nous pensons que dans la conjoncture actuelle nos sections et en particulier la section française, doivent résoudre quatre types de problèmes que nous énoncerons ici brièvement:

- a) la centralisation et la direction de notre travail ouvrier: une des particularités de la crise politique et organisationnelle d'une section comme la LCR, n'est pas le départ et la démoralisation des militants enseignants ou jeunes. C'est d'abord la crise du lien entre: la majorité des camarades ouvriers et les la pratique de)

directions. Aussi, avant de lancer de grands appels pour que les militants s'établissent ou changent d'entreprise, il faut résoudre ou commencer à résoudre ce problème. Ce qui signifie: changer les méthodes de travail et les préoccupations des directions, faire du travail politique et syndical dans la classe

ouvriere leur préoccupation première. Ceci exige une analyse critique des expériences passées, car toutes les solutions actuellement proposées (nouvelles implantations, déplacement de cadres, intégration de militants ouvriers dans les directions etc...) ont été expérimentées sans grands succès. Cet effort doit être combiné avec une réaffirmation de l'identité politique et programmatique de nos organisations. Pour cela il ne suffit pas de proclamer notre continuité historique et nos acquis. Nous devons actualiser ces références par un débat collectif. Ainsi par exemple la section française avait amorcée cette démarche en élaborant son manifeste "Oui, le socialisme" avant mars 78. Mais cet effort est resté à l'état de livre, aujourd'hui marginal dans la Ligue, et jamais discuté. La réaffirmation de l'identité politique de notre organisation passera par des discussions sur des projets de ce type.

b) la construction des tendances syndicales: pour construire une organisation fortement implantée dans la classe ouvrière nous devons également réfléchir sur la place stratégique que nous donnons aux tendances syndicales, à leurs formes concrètes et à la méthode de construction. La section française connaît sur cette question une expérience originale qui nous a menés à des conceptions différentes de celles des autres sections. Engager une réflexion là dessus, vu l'hétérogénéité de nos pratiques en Europe, par exemple, c'est ~~absolument~~ une orientation décisive pour notre travail ouvrier.

c) la construction de fractions dans le PC et le PS: l'analyse que nous faisons de ces partis et de leur crise rendent évident la nécessité d'y travailler à long terme. Nous devons favoriser les différenciations internes et les attirer au marxisme révolutionnaire. Pour cela il faut y construire ~~accrui~~ avec régularité et minutie des fractions et des oppositions de gauche sur une base programmatique claire. Notre perspective n'est ni des opérations "raids", ni des investissements massifs (type entrisme sui generis). Elle peut influencer des centaines de militants dans ces partis et être un maillon essentiel pour la construction du parti.

d) une politique de regroupement et de fusion: nous ne croyons pas que le parti sera le produit d'un grossissement linéaire de nos forces actuelles. Sa construction passera par des regroupements et des fusions avec des courants révolutionnaires d'origines les plus diverses. Nous avons proposé lors du dernier congrès national de la LCR une politique qui distinguait trois niveaux: l'unité d'action, l'unité d'action prolongée, la fusion. Nous affirmions que la LCR devait prendre des initiatives en direction de tous les courants révolutionnaires quand cela était possible. La pratique récente a montrée l'efficacité que pourrait avoir une telle politique. Quand nous parlions d'unité d'action prolongée par exemple, on nous répondait que c'était développer des illusions sur une fusion possible. Nous répondions qu'il fallait savoir passer de tels accords, quand la conjoncture l'exigeait, à partir du moment où les organisations ~~qui~~ s'y retrouvaient sur une base politique claire et comprenant les axes que nous jugeons essentiels dans la conjoncture. L'accord que nous avons signé avec IO pour les élections européennes et le bilan qu'en a tiré la majorité du comité central montrent combien une telle politique peut être efficace. Inversement celle pronée par la T4 qui n'envisageait que la fusion ou l'unité d'action, a semé le désarroi dans la section française. Beaucoup de cdes ne s'y retrouvaient plus: et l'accord a été combattu.

Ces quatre grands axes de travail auxquels il faut ajouter la construction et le développement du mouvement autonome des femmes, se heurtent aujourd'hui à beaucoup de difficultés. Pour les résoudre il faudra commencer par travailler avec régularité, continuité et minutie. Ce qui manque beaucoup dans les directions de sections comme la LCR. Il faudra élaborer collectivement et assumer collectivement un plan de redressement organisationnel (ce que nous proposons déjà lors du dernier congrès de la LCR), en finir avec les méthodes de travail fondées sur l'individualisme, les "coups" et l'improvisation permanente. Nous devons appliquer les méthodes de la planification socialiste démocratique à la construction de nos organisations. Si un tel processus est engagé la maîtrise de notre développement et de nos implantations sera ~~xxx~~ assurée.

#### IV/ POUR UNE OFFENSIVE EN DIRECTION DE L'OCI/CORQI

C'est en fonction de ces perspectives générales que peuvent être établies les formes et l'objectif de notre offensive en direction du CORQI/OCI. Pour cela nous ne partons pas d'un pronostic (allons nous fusionner ?), ni d'une nécessité historique (il faut réunifier le "mouvement" trotskyste), mais d'une caractérisation de cette organisation. En ce qui concerne la section française et aussi l'organisation mère du CORQI, l'OCI nous pensons ~~qu'elle~~ qu'elle n'est pas "aut-réformable". Il s'agit d'un groupe d'origine trotskyste, centriste droitier, connaissant de fortes déviations bureaucratiques et sectaire. Les camarades du SU trouveront cette approche "statique et formaliste" (cf circulaire), elle découle pourtant d'une analyse historique de cette organisation. Elle est conforme à la méthode de Trotsky lors de sa bataille pour la fondation de l'Internationale. Ainsi en 1933 il polémiquait avec un cde qui pour apprécier le DNA en Norvège, "ne s'oriente pas d'après les faits et tendances essentiels, mais en fonction d'accord conjoncturels et de considérations purement organisationnelles." Il lui écrivait ceci: "Vous opposez toujours, à propos du parti norvégien, "ce qu'il est" à "ce qu'il doit être". Je ne veux connaître que le premier point: le second n'est que l'expression d'un vœux pieux". Et plus loin: "les développements récents ont montré que des partis qui ont un certain passé et un "appareil" solide sont des réalités très dures et qu'il faut les prendre exactement "tels qu'ils sont" et non tel qu'on voudrait qu'ils soient". (Oeuvres T 2, p137)

Doit-on alors, ignorer l'OCI/CORQI. Nous ne le croyons pas. La politique passée de la LCR sur ce plan était erronée.

Nous croyons que notre offensive doit avoir pour objectif d'agir sur les contradictions internes à cette organisation, à les accuser, afin de gagner au trotskysme des militants et des cadres. Cela est tout à fait possible et nous l'avons déjà fait dans le passé. Cette offensive passe par des débats publics et par la confrontation dans l'action de nos pratiques respectives. Notre méthode d'approche de l'OCI doit se fonder sur la liaison permanente entre leur pratique et leur référence formelle au programme de fondation de la IV<sup>e</sup> internationale. Nous devons pour cela privilégier les questions clés: stalinisme, analyse du mouvement syndical, tactique de FU, mouvement des femmes, centralisme démocratique. Ainsi nous mettrons en déséquilibre les militants ou groupes de militants qui croient trouver dans cette organisation la continuité du programme trotskyste.

Devons-nous fixer comme objectif à cette discussion, la fusion entre nos deux organisations ? Non, nous devons au contraire expliquer publiquement que dans l'état actuel de nos divergences politiques et programmatiques une fusion est impossible et inenvisageable. Nous devons expliquer sans honte ni complexe que si en 63 ils n'ont pas rejoint l'internationale unifiée c'était de leur responsabilité, mais qu'aujourd'hui les divergences sont devenues telles que toute unification est impossible. Cette démarche n'exclue évidemment pas de débattre publiquement des problèmes que poserait une telle fusion, au contraire.

Aux cdes qui croient que toute discussion est impossible sans un tel objectif, nous ~~disons~~ disons, c'est de l'analyse de l'OCI qu'il faut discuter. Ou bien vous pensez que l'OCI organise des milliers de cadres trotskystes ouvriers indispensables pour la construction du parti en France et vous avez raison de parler fusion. Mais cette analyse il faut la démontrer, notamment en ce qui concerne le travail syndical de cette organisation. Ou bien vous caractérisez l'OCI comme nous le faisons, et dans ce cas la fusion n'est pas à l'ordre du jour. Une offensive politique est par contre absolument nécessaire dans la conjoncture p actuelle.

Tels sont les points que nous voudrions discuter sérieusement dans la préparation de ce congrès. Nous souhaitons d'ailleurs qu'une majorité de la LCR se dégage sur la démarche concrète vis à vis de l'OCI. Aussi sommes-nous prêts à discuter de cette démarche avec tous les camarades qui le désirent.

Touvais  
B.P de la L.C.R.